

La nouvelle politique alimentaire de l'UE risque d'encourager l'agriculture non durable hors Europe

Les derniers efforts de la Commission pour rendre le système alimentaire de l'UE plus durable risquent involontairement d'encourager des pratiques agricoles non durables à l'étranger, ont signalé les ministres européens de l'Agriculture lundi 8 juin.

Lors d'un Conseil AGRIPÊCHE informel organisé par la Croatie, qui assure actuellement la présidence tournante du Conseil de l'UE, les ministres de l'Agriculture ont donné leur avis sur la politique alimentaire « De la ferme à la table » et la stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, deux éléments essentiels du « Green Deal » européen.

Plusieurs États membres se disent inquiets quant au risque d'asymétries entre les nouvelles exigences élevées imposées aux agriculteurs européens et les normes moins strictes pour les produits importés.

Selon le ministre espagnol Luis Planas, l'obligation de respecter ces objectifs ambitieux pourrait entraîner d'autres coûts pour les pays de l'UE dépendant d'importations de pays tiers, qui ne sont pas soumis à ces exigences en matière de durabilité des produits.

« Nous sommes convaincus que la réciprocité s'appliquera », ajoute le ministre.

Le représentant de l'Italie se demande aussi comment la Commission entend assurer l'harmonisation des règles de durabilité au niveau international afin d'éviter tout risque de délocalisation des pratiques non durables.

Si le coût des produits venait à augmenter après avoir mis en place la stratégie, cela nuirait à la compétitivité des denrées alimentaires de



l'UE sur la scène mondiale et au sein même du marché unique, souligne l'Italie.

L'Allemagne, qui exercera la présidence du Conseil de l'UE à partir de juillet, souhaite ériger la politique alimentaire européenne en norme mondiale pour écarter une telle éventualité.

« Nous devons éviter que la production ne se déplace vers d'autres régions dont la législation environnementale ne correspond pas à nos exigences », déclare la ministre allemande de l'Agriculture, Julia Klöckner, en évoquant la déforestation liée aux pratiques agricoles dans les pays tiers.

Les deux stratégies, présentées le 20 mai, définissent la politique alimentaire phare par laquelle l'UE souhaite transformer radicalement la manière dont la nourriture est produite, distribuée et consommée en Europe d'ici 2030.

Lors de la réunion, les 27 ministres ont salué l'ambition des deux projets d'un point de vue global, mais ont demandé à la Commission d'expliquer plus concrètement comment mesurer les résultats et mettre en œuvre les objectifs généraux.

Comme le résume le représentant néerlandais, les États membres souhaitent en savoir plus sur la méthodologie, l'étalonnage concurrentiel, les niveaux de référence et les ressources financières afin de calculer les objectifs à atteindre en fonction leur propre situation.

Dans ses deux stratégies, la Commission propose, par rapport aux niveaux actuels, de réduire de moitié l'utilisation et le risque de pesticides d'ici 2030. Elle souhaite également baisser de 20 % l'utilisation des engrais et diminuer de 50 % de la vente d'antibiotiques pour l'agriculture et l'aquaculture.

Le juste équilibre

Les ministres soulignent aussi l'importance de trouver un juste équilibre entre durabilité et compétitivité, en veillant à ce que les nouvelles exigences soient économiquement viables, mais aussi réalisables pour les agriculteurs et conformes à leurs besoins concrets.



« Nos agriculteurs nous garantissent une sécurité alimentaire ; notre devoir est de garantir leur sécurité économique », a déclaré le commissaire européen à l'agriculture, Janusz Wojciechowski, pendant la réunion.

Lors d'une conférence de presse à l'issue du Conseil, le Polonais a reconnu que les objectifs de la stratégie « De la ferme à la table » posaient un grand défi pour les agriculteurs.

« Nous devons assurer la sécurité alimentaire et la compétitivité des agriculteurs, mais en même temps, nous avons besoin d'une agriculture plus durable », a-t-il expliqué.

Janusz Wojciechowski a également présenté la nouvelle proposition « renforcée » de politique agricole commune (PAC) aux ministres. Celle-ci augmente le montant des subventions agricoles de l'UE de 9 milliards d'euros, et dote le fonds de développement rural de 15 milliards d'euros supplémentaires dans le cadre de l'instrument de relance de la Commission à 750 milliards.

Toutefois, comme l'indique le ministre polonais de l'Agriculture, Jan Krzysztof Ardanowski, reste à savoir si cette augmentation sera suffisante pour satisfaire la nouvelle ambition environnementale de l'exécutif et harmoniser les paiements directs entre les pays de l'est et de l'ouest de l'Europe.

« Si nous continuons [à accorder] des aides différentes, ces disparités s'accroîtront après le COVID-19 », affirme-t-il.

D'autres pays émettent des réserves quant à la manière dont les ressources de l'instrument de relance seront utilisées, car elles ne s'étalent que sur trois ans et sont liées à la reprise après la pandémie, mais aussi aux objectifs du « Green Deal ».

Obligation de « faire avec » la viande

Luis Planas souligne également le rôle socio-économique clé que joue l'élevage de bétail dans les zones rurales.



« Nous devons éviter qu'une voix critique très générale et sans nuances ne crée des problèmes à un secteur aussi sensible », prévient-il.

En ce qui concerne l'élevage intensif, Janusz Wojciechowski précise que la Commission désire soutenir les méthodes d'élevage alternatives et les agriculteurs qui préservent volontairement le bien-être animal.

Selon lui, l'exécutif européen se doit de proposer une solution pour réduire le niveau d'émissions de méthane issues du bétail dans le cadre du « Green Deal », un point qui fera l'objet de nombreuses discussions avec les États membres, au même titre que l'utilisation de pesticides et d'engrais.

Lien article :

<https://www.euractiv.fr/section/agriculture-alimentation/news/new-sustainable-food-policy-bears-risk-of-unsustainable-imports-ministers-warn/>

